

PHILIPPE BERTRAND

« Carnets de campagne »

**CEUX QUI FONT  
BOUGER LA  
FRANCE**

HOËBEKE

Cet ouvrage a été réalisé  
en partenariat avec Radio France,  
à partir des émissions  
« Carnets de campagne »  
de Philippe Bertrand  
diffusées sur France Inter  
*www.franceinter.com*

© 2009 Éditions Hoëbeke, Paris  
ISBN: 9782-84230-341-9  
Dépôt légal: avril 2009  
*Imprimé en France*

# Préface

J'ai la campagne qui me démange, sans aucun doute depuis que je n'y suis plus vraiment. J'ai grandi dans une ruralité tempérée, c'est-à-dire sans heurt, presque sans histoire. C'étaient les années 1960, celles d'une agriculture en voie d'expansion. Elle était d'ailleurs la principale source de revenus de mon village. J'ai vu ensuite le remembrement modifier le paysage, mais j'étais trop jeune pour m'en inquiéter. La PAC ne me disait rien et les groupements d'exploitations agricoles témoignaient d'un esprit de famille et de solidarité. Enfant, je me souviens aller chercher le lait à la ferme. Il était tiède, épais et trop odorant à mon goût. La timbale pleine correspondait toutefois à un rituel et en plus, la ferme était tenue par les parents d'un petit copain de l'école communale. Il s'appelait Alain et il rêvait d'être chauffeur routier et surtout pas agriculteur. Déjà. Alain conduit aujourd'hui les autobus de Dijon. Le village s'est petit à petit dégarni d'une part de sa population et d'une majorité de ses commerces et services. Il est toujours aussi beau, parce qu'il reste « mon » village. Un bel endormi qui demande à peine à être réveillé. C'est tentant malgré tout, non par nostalgie, mais par nécessité vitale. C'est une question de

survie avant même d'imaginer un développement, terme généralisé à toutes les sphères de la société. Les « Carnets de campagne » de France Inter m'ont renvoyé cette réalité en pleine face. Je me suis alors interrogé sur l'intérêt que je portais affectivement à cette terre rurale. J'ai compris qu'elle tenait en quelque sorte d'un paradis perdu. Quel que soit notre lieu de naissance en France ou hors des frontières, que la ville ait conditionné notre enfance plutôt que la campagne, ou inversement, il n'empêche que nous portons, à mon sens, tous en nous une terre paradigmatique. Une oasis rêvée ou un champ de blé idéalisé. Longtemps le mouvement de retour timide vers la campagne a été perçu comme un retour aux sources. Avec le recul, je penche davantage pour une version psychanalytique plus aiguë : ces lieux sont des terres mères, des matrices de vie, des surfaces de réparation idéalisées de nos cassures. Elles nous accompagnent et parfois nous tentons de les rejoindre. Ma campagne est tout cela à la fois et j'y retourne plus volontiers désormais, parce que je suis convaincu qu'un paysage extérieur contribue à façonner notre paysage intérieur. L'ultime conviction que ces espaces valent le coup d'être aimés provient de près de trois ans de collectage des actions menées par des gens de bien, comme j'ai tendance à les appeler. Elles ou ils sont estimables par les initiatives qu'elles ou ils ont partagées avec leurs contemporains. Comme je le disais, ces campagnes revitalisées n'appartiennent pas aux seules zones rurales proprement dites, elles peuvent apparaître dans un quartier de ville, mais elles se réfèrent toujours à cette terre mère. On dit souvent qu'il faut s'approprier, ou mieux, se réapproprier ces territoires, non pour capitaliser son propre compte, mais pour donner un sens à nos rêves.

# Introduction

Avant d'être le résultat de près de trois ans de rendez-vous quotidiens sur France Inter à 12 h 30, ce livre est d'abord le témoignage d'une version inédite de la France vue des régions, des départements, des pays, des communautés de communes, des localités que l'on imagine perdues au milieu de la carte, ou encore des quartiers de villes qui échappent au regard des médias. La France est le champ d'expériences innombrables lancées par des particuliers, des collectifs, des réseaux et parfois même par des institutions soucieuses d'apporter de nouvelles réponses au développement des territoires. Notre souhait n'est pas d'opposer la province à Paris ou de plaider la cause des régions contre la capitale tentaculaire, mais de donner à réfléchir sur des actions parfois exemplaires menées par les petits acteurs de notre pays. Modestement nous ne faisons que présenter le profil d'une dynamique qui s'opère dans toutes les régions bien avant que nous n'ayons porté un intérêt à celle-ci. Elle existait sans nous et continuera, nous l'espérons, à se propager sans nous.

L'émission radiophonique est née de cette réalité. Nous avons proposé, dès le départ, aux auditeurs des

« Carnets de campagne » de nous parler de leur lieu de vie et des initiatives qui participaient à l'amélioration du quotidien. Nous avons été rapidement débordés par les courriers qui vantaient les mérites de telle association culturelle, de tel réseau d'économie parallèle ou de telle entreprise sociale de solidarité. Loin d'en faire un objet de satisfaction nationale, force était de constater que derrière les attitudes dépressives voulues par les temps actuels, il y avait une belle raison d'espérer. Celle-ci n'a jamais faibli et notre boîte à courriels continue à recevoir son flot d'idées, de créations et d'inventions. Elles ne traduisent pas la réalité, mais uniquement une certaine réalité et un foisonnement d'initiatives qui ne tiendrait dans aucun recensement cohérent si nous avions à le développer dans son intégralité. Pour gagner en clarté, nous avons découpé le territoire en grandes régions, mais il est inutile de tenter de lire des tendances favorables à certaines zones géographiques au nombre des exemples proposés. Si un déséquilibre apparaît d'une région à une autre, il n'est dû qu'à un temps inégal de présence d'un territoire à un autre. Un inventaire rapide des actions laisse voir une priorité donnée au domaine de la culture avant ceux du social, de l'économie et de l'environnement. Nous tenterons de limiter les exemples qui, d'une région à l'autre, semblent s'imiter. Toutefois, ce champ culturel très dense prouve que la culture et, plus généralement, les loisirs ont gagné une place indispensable dans la santé économique des territoires. C'est pourquoi l'efficacité des réseaux culturels semble aller de pair avec un développement économique des régions et le principe fait grandement son chemin malgré les aléas répétitifs des conjonctures financières et sociales. La grande nouveauté de ce siècle relève du développement durable

qui occupe de plus en plus les consciences et qui se concrétise par des projets de société et des réalisations aux vertus économiques, elles aussi, indiscutables. Toutefois, cette notion mérite, si vous le permettez, quelques explications.

Née dans les années 1980, elle procède à l'origine d'un constat très simple : les activités humaines ne peuvent pas être guidées par les seules considérations économiques et il est impératif de respecter certaines règles sociales et écologiques. Mais, contrairement à l'idée que l'on s'en fait généralement, l'enjeu n'est pas qu'environnemental, car ce nouveau modèle de développement repose tout d'abord sur la solidarité entre les générations et entre les peuples. C'est ce que stipule le rapport établi par l'ONU en 1987 sous le titre de « Notre avenir à tous » et conforté ensuite par les sommets de Rio en 1992 et de Johannesburg en 2002. Cela signifie que les deux principes fondamentaux sont de préserver les ressources de notre planète à l'égard de notre prochain et de partager les richesses afin de ne pas augmenter les écarts Nord-Sud. Transmettre et partager sur trois dimensions : l'une, économique, en maîtrisant la croissance et la mondialisation. Une autre, sociale, en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. Et une dernière, environnementale, en préservant les ressources naturelles et en gérant de façon responsable l'environnement et les territoires. Or le constat mondial est fâcheux, puisque 20 % des hommes consomment plus de 86 % des ressources de notre planète. Pire qu'un fossé, nous sommes face à un abîme. C'est dire si le développement durable prépare une révolution totale de nos comportements. D'une économie plus équilibrée à une société plus équitable, le chemin s'opère logiquement en favorisant l'équité par une économie

plus raisonnée. Dans ce sens, le respect des cultures fait partie intégrante de ce processus de développement moderne et adapté à l'ensemble des peuples.

Malheureusement, ce développement a été longtemps étranger à nos habitudes, même si une stratégie nationale a été adoptée en 2003 par le Comité interministériel pour le développement durable. Pourtant nous nous sommes mis au pas de cette révolution en marche en sachant que les enjeux sont doubles, à l'échelle internationale, on l'a dit, en vue d'un rééquilibrage des sociétés des deux hémisphères et également à l'échelle nationale afin de réduire une fracture sociale douloureuse. La prise de conscience récente de ces enjeux a été en grande partie activée par les menaces qui pèsent sur notre planète et donc sur nos systèmes de vie et de consommation. Le réchauffement climatique est le premier coupable de ce réveil. À partir des débats provoqués par cette situation elle-même envenimée par une crise des productions suivie d'une crise financière, le développement durable s'est largement diffusé dans notre vie politique et sociale. Le Grenelle de l'environnement de 2007 n'a jamais été autant médiatisé en regard des précédents rendez-vous. Il fut certainement préparé par le pacte écologique hautement symbolique porté par Nicolas Hulot et mis en pâture aux candidats de l'élection présidentielle. Il fut également soutenu par le Nobel attribué à l'ex-candidat américain pas si malheureux que cela qu'est Al Gore et enfin, ce Grenelle fut assorti d'un « Grand plan national » mis en avant par le président de la République. Ce plan édifié dans un premier temps sur quatre ans avançait plusieurs propositions nouvelles, telle la fiscalité environnementale sur les transports émettant des gaz à effet de serre. C'est le presque déjà vieux principe du

pollueur-payeur appliqué cette fois aux transports. Il est d'autant plus légitime que ce secteur représente encore à lui seul le quart des émissions de gaz à effet de serre en France. Les pollutions par les transports sont toujours en augmentation malgré la nette diminution des autres sources d'émission de gaz sur l'ensemble de l'Europe entre 1990 et 2005. Les chiffres rapportés par l'Insee font état d'une baisse totale de 7,9%. Autre engagement issu du Grenelle de l'environnement : une trame verte nationale est prévue pour assurer la continuité entre les écosystèmes et pour permettre aux espèces de s'adapter aux changements climatiques. C'est encore une augmentation conséquente de la surface dévolue à l'agriculture biologique de 1,8% à 6% des surfaces cultivables qui est annoncée. Nous partions, il est vrai, de bien bas. Et c'est enfin la création d'une haute autorité chargée de mesurer l'impact des OGM sur l'environnement et la santé. Il est intéressant, et pas seulement au nom d'une quelconque anecdote, de noter que cette mesure a été suivie d'un débat parlementaire sur la pratique de la culture des OGM. Un débat inutile à partir du moment où une autorité spécifique devait voir le jour pour juger des conséquences des produits transgéniques. Pour en connaître les effets, il faut bien que ces produits soient cultivés. Malheureusement, les objectifs du fameux Grenelle ont été passablement corrigés, principalement l'échéance de leur application repoussée faute de finances suffisantes.

Et si nous positivions ? Je ne vous propose pas une méthode Coué pour que vous vous répétiez faussement que tout va bien dans le meilleur des mondes, mais vous affirme que notre quotidien est peuplé de bonnes nouvelles. Ces annonces ne font certes pas la

une des journaux, soit parce qu'elles relèvent d'un microcosme qui échappe à la loupe des analystes, soit parce le macrocosme national ou international prend facilement le pas sur le local. Il n'empêche que les grandes tendances passent entre autres par l'organisation de pôles dits de compétitivité. L'idée est de regrouper des acteurs industriels, scientifiques et de la formation sur un même espace. Les régions ont joué le jeu de ces groupements et ils apparaissent ici et là dans cet ouvrage au détour de comités départementaux ou régionaux d'expansion économique. Ensuite, le nombre de créations d'entreprises est en permanente progression. Études de l'Insee à l'appui, 321 000 créations d'entreprises ont été enregistrées en 2007 contre 216 000 en 2000 avec des nombres de défaillances sensiblement proches entre ces deux dates : 38 000 en 2000 et 43 000 en 2007. La nuance à apporter concerne le nombre de salariés, puisque la majorité des établissements recensés en France n'a engendré aucun emploi supplémentaire sinon celui de leurs fondateurs.

L'autre bonne nouvelle – si on peut l'appeler ainsi et qui exige de reconsidérer les projections phobiques liées à l'immigration – est le nouveau taux de fécondité enregistré en France. Jusqu'à une date récente, notre faible taux de natalité pouvait nous faire craindre un vieillissement accéléré de la population sans que celle-ci ne soit régénérée de l'intérieur par manque de naissances et de l'extérieur par le reflux des populations migrantes. Exceptionnellement, la natalité française a subi un « heureux dynamisme », comme le titrait le journal *Les Échos*. Plus de 830 000 naissances ont été enregistrées en 2006, soit le plus haut niveau depuis 1981. Avec une moyenne de deux enfants par femme, la France se retrouve en tête des

pays européens. Deux précisions s'imposent malgré tout. D'abord, le seuil de remplacement des générations est établi à un taux de fécondité de 2,07 enfants alors que la moyenne européenne des Vingt-sept se situait à un 1,52 enfant par femme en 2005. C'est donc principalement l'immigration qui a permis aux populations européennes de ne pas décroître. Ensuite, cette embellie notable des naissances en France n'empêche pas notre pays de vieillir grâce à l'allongement de la durée de vie. Avec une espérance de vie de 84 ans pour les femmes et de 77,1 ans pour les hommes, nous avons gagné en l'espace d'un an trois mois et demi pour les premières et cinq mois pour les seconds.

Enfin, si nous passons d'un échelon national à celui d'un département, d'un pays ou d'une sphère locale, il est une particularité française qui est de posséder un fantastique maillage associatif bien plus efficace qu'on ne l'imagine parfois. Un état des lieux du monde associatif vient d'être dressé par le centre d'économie de la Sorbonne et les résultats de cette enquête sont diablement édifiants. Ainsi, notre pays compte 1,1 million d'associations, soit 15 millions de bénévoles et 1,9 million de salariés. Cette enquête prolonge une première phase d'analyse effectuée en 1999-2000. Or, entre cette date et 2006, le nombre des associations a augmenté de 4 % par an et leur poids économique a continué de croître de façon soutenue. Beaucoup de ces associations fonctionnent avec des budgets dérisoires, puisqu'une sur cinq dispose d'un budget annuel inférieur à 1 000 euros. Seules 5 % des associations, soit 40 000, fonctionnent avec des budgets supérieurs à 150 000 euros par an et c'est parmi elles que nous trouvons le plus grand nombre de salariés. Mais ce qu'il faut retenir est que la multiplication

de ces associations est proportionnelle au nombre d'initiatives prises et d'actions menées sur le terrain. C'est ce dernier point qui a joué sur les relations que nous avons établies avec ces réseaux que l'on peut appeler réseaux de proximité, même s'ils ne sont pas les seuls à favoriser une dynamique émanant des régions de France. Le catalogue des actions est infini et les repérages des acteurs, des plus petits aux plus grands, sont quasiment impossibles tant ce petit monde du local, du départemental ou du régional bouge et évolue. Il n'empêche que les quelques exemples consignés ici sont des amorces d'une nouvelle société en cours de création. Même si les réalités sociales, économiques, environnementales et culturelles sont diverses d'une région à l'autre, rares sont les exemples non transposables d'un endroit à un autre. C'est pour cela que chaque politique, dans son sens premier, menée par tel ou tel groupe associatif est exemplaire. Pour plus de clarté, nous avons sélectionné les exemples à partir de trois catégories distinctes malgré les interactions possibles entre elles : Patrimoine et environnement. Culture et loisir. Social et économie. Certains mouvements associatifs ont la vie dure, preuve qu'ils sont viables. D'autres, beaucoup plus récents, sont soumis aux modifications du paysage social. Ils naissent et parfois s'éteignent plus ou moins rapidement. D'autres encore se sont retrouvés dans l'obligation de modifier leurs orientations. Les trois cas de figure apparaissent dans ce livre et, lorsqu'un échec s'est manifesté ultérieurement à la diffusion de l'émission, nous l'avons signalé afin que cette entreprise faussée ou cassée puisse éventuellement trouver un repreneur.

## PATRIMOINE ET ENVIRONNEMENT

Certaines chastes oreilles peuvent être encore choquées par le marché lucratif que représente désormais l'environnement. L'environnement implique un cadre de vie à améliorer, un bâti à respecter, une nature à préserver et des atteintes à la qualité de vie, de l'air et de l'eau principalement, à limiter. Nos ressources naturelles sont limitées même si le charbon représente encore une réserve estimée à 250 ans de consommation, un charbon qui demeure très polluant. Le dernier baril de pétrole est prévu dans une quarantaine d'années si la consommation reste identique à ce qu'elle est actuellement. À ce prix-là – c'est le cas de le dire tant pour nos portefeuilles que pour notre qualité de vie et notre santé – les options pour des sources de productions alternatives reviennent dans l'actualité avec force. Face aux partisans d'un nucléaire inoxydable, de grandes manœuvres sont lancées en faveur des énergies renouvelables. Renouvelables, car naturellement produites : géothermie, photovoltaïque et éolien. Terre, soleil et vent. L'éolien a les faveurs d'un public de plus en plus important et surtout des représentants des collectivités territoriales. Nous entrons dans l'ère d'une industrie environnementale dont certains voisins européens se réjouissent. L'Allemagne, en premier lieu, emploie 1,5 million de personnes dans ce secteur, dont 235 000 pour les seules énergies renouvelables. Elle exporte 70 % des installations liées à l'énergie éolienne produites en Europe et fournit 75 % des installations photovoltaïques. L'Espagne assure avoir créé 60 000 emplois entre 1997 et 2003 grâce à l'industrie éolienne, et 15 000 emplois pour le Danemark, pays où l'éolien représente le quatrième poste du commerce extérieur. Mais l'industrie environnementale

ne se résume pas à ces nouveaux modes de production d'énergie et concerne également deux secteurs importants : les transports et l'habitat, en soulignant que le second consomme plus d'énergie que le premier ! Aussi surprenant que cela puisse paraître, la rénovation thermique des habitations est une nécessité de premier ordre et pourrait générer 100 000 emplois dans les 40 ans à venir. L'agriculture n'est pas en reste, puisqu'elle fournit les produits de consommation et peu à peu les produits de construction d'un éco-habitat qui se réveille. Cette agriculture a participé largement à « l'impasse planétaire », pour reprendre l'expression de Gilles-Laurent Rayssac et Dominique Bourg dans le volume qu'ils ont consacré au développement durable en « Documents Gallimard ». Selon leurs données, « de 1950 à 2000, la consommation d'engrais chimiques est passée de 14 à 160 millions de tonnes par an ; la consommation d'eau a triplé pour des raisons essentiellement agricoles alors que la population humaine a “seulement” doublé ; les surfaces irriguées ont été multipliées par trois et la consommation annuelle de pesticides est devenue vingt-cinq fois plus importante ». La réaction internationale ne doit plus seulement être rapide mais s'organiser dans l'urgence avant qu'un point de non-retour ne soit franchi.

## CULTURE ET LOISIR

Bien que chahutées, les 35 heures ont modifié nos comportements et notre temps de loisir. Les métiers qui en dépendent ont par là même enregistré une belle inflation. L'augmentation des parcs à thème en est une des illustrations, même si leur implantation remet parfois en cause les normes environnementales

ou laisse à désirer quant à leur pertinence et à leur originalité. Le même constat peut s'appliquer à la sphère de la culture, bien que d'une façon plus restreinte. Il faut en prendre pour preuve non seulement les très nombreux réseaux parfois très performants de déploiement des actions culturelles, y compris dans les zones rurales, mais aussi le relatif intérêt des collectivités territoriales pour les initiatives culturelles. À ce sujet s'opère une sorte de décentralisation de la décentralisation, entendez que les grandes préfectures détiennent de moins en moins le monopole des événements et des spectacles. La solidarité des communes de moindre importance et leur maillage en communautés de pays facilitent les projets d'irrigation culturelle dans des zones de faible densité de population. Le principe qui opère à cette échelle est de faire venir le spectacle vivant vers un public éloigné des centres de décision et d'animation régionaux. La culture comme acteur économique semble donc entrer dans les esprits au fur et à mesure. Le tourisme, quant à lui, représente une force économique de premier ordre : touristes français et étrangers ont dépensé plus de 90 milliards d'euros en 2005. « Avec une balance commerciale touristique de l'ordre de 15 milliards d'euros, ce secteur atteint le même ordre de grandeur que la somme des balances commerciales de nos industries automobile et aéronautique » (L. Davezies. *La République et ses territoires*, Seuil, 2008).

## SOCIAL ET ÉCONOMIE

Sans parler de révolution, l'économiste Laurent Davezies reconnaît une totale métamorphose de nos régions, une métamorphose économique et sociale.

Selon ce spécialiste du développement territorial, le traditionnel fossé entre Paris et le désert français est réduit par un nouveau flux de population à destination des régions autres que l'Île-de-France. Même si cette dernière conserve le monopole de la production des richesses, critère à tort exploité par les économistes comme synonyme de revenus plus élevés, les déserts régionaux français s'octroient une autre richesse essentiellement attachée à la consommation. Schématiquement, nous dirions que nous produisons ici et consommons là-bas. D'abord, la mobilité a joué en faveur de ce constat. Le lieu de travail est de plus en plus dissocié du lieu de résidence. Le coût de l'immobilier n'y est pas pour rien, de même que la recherche d'un mieux vivre. D'autre part, un principe de transfert des fonds publics vers les régions joue un rôle déterminant dans le développement de ces espaces. Outre les prestations sociales et les investissements publics, les revenus des retraites sont un moteur non négligeable «et ils constitueront plus encore à l'avenir un facteur majeur de dissociation entre production et revenus des territoires». Ceux-ci sont présents dans des départements faiblement actifs et peu productifs tels la Creuse, les Pyrénées-Orientales, le Lot, la Nièvre ou encore le Var, pour citer les premiers concernés, et ils viennent fort à propos limiter les écarts entre nos régions.

*Centre*

## Centre

*Quatrième région de France par sa superficie, le Centre se dessine autour de la Loire, qui le traverse d'est en ouest. Plaines et plateaux bordent de chaque côté le plus long fleuve de notre carte nationale. Le patrimoine paysager et architectural est d'une richesse incontestable : Beauce, Sologne et forêt orléanaise au nord, champagne berrichonne, Brenne et Touraine au sud. Qui dit mieux ? Cela n'empêche pas une érosion démographique inquiétante à l'instar du département du Cher, dont le conseil général a lancé l'opération « Cher, 2015 » qui vise à inverser le mouvement d'exode qui touche une partie de la province française sur une diagonale qui s'étend des Ardennes au Massif central. Ce phénomène, connu sous le nom de diagonale aride, semble toutefois s'infléchir légèrement depuis l'édification de programmes d'accueil dans différents départements, dont ceux de la région Centre.*

### **AINEE : LA COUVEUSE D'ENTREPRISES**

Ce dispositif associatif d'accompagnement de nouvelles entreprises est implanté à Vernouillet dans l'Eure-et-Loir ainsi qu'à Chartres, puisque l'AINEE dispose de deux bureaux dans le département. Par AINEE, il faut entendre Accompagnement Individuel des Nou-

veaux Entrepreneurs Émergents. Cette couveuse, dirigée par Anne de Beaupuy, donne l'opportunité aux personnes qui souhaitent créer leur entreprise de tester leur activité en grandeur réelle sur le terrain avant d'obtenir une immatriculation. « Elles utilisent le numéro Siret de notre association afin de mesurer la viabilité de leur projet. Cette phase est d'une durée maximale d'un an et demi, au cours de laquelle les projets sont évalués concrètement. Il s'agit d'un tremplin à la création des entreprises, mais nous ne poussons pas systématiquement les candidats vers la création. Il arrive que certaines personnes soient désemparées par la gestion ou que le projet entraîne trop de stress. Nous nous adressons d'abord à des personnes, souvent des demandeurs d'emploi, et fréquemment celles-ci sont éloignées de la culture entrepreneuriale. Notre souci est de savoir si ces personnes sont capables de gérer dans la durée leur entreprise. Les projets sont très variés. Exemple : nous avons eu un candidat de Dreux qui réparait des bâches de camions. C'est un savoir-faire qui n'existait pas sur le marché. Ce monsieur avait identifié les besoins, mais la création d'une entreprise était loin d'être assurée et rien ne garantissait qu'il pourrait dégager un salaire mensuel décent. » Le site de la couveuse affiche 18 entrepreneurs en phase de création, dont un service de gastronomie à domicile, un psychothérapeute ou encore une société d'aide au développement quotidien des associations à travers le montage de dossiers, la recherche de partenaires et la communication. Il existe 43 couveuses réparties sur le territoire national et elles sont rattachées à une union des couveuses d'entreprises. Cela n'empêche pas chacune d'agir indépendamment des autres. La plupart sont de forme associative comme celle d'Eure-et-Loir tandis

que quelques autres existent sous forme de coopératives. Elles sont toutes à but non lucratif et ne dégagent aucun bénéfice. En revanche, elles sont fiscalisées puisqu'elles portent toutes les activités au niveau juridique et comptable des entrepreneurs qui sont dans la couveuse.

AINEE Vernouillet, 17 rue François Voltaire,  
28500 Vernouillet.

Tél. : 02 37 64 23 41.

AINEE Chartres, 1 rue du Chapeau rouge,  
28000 Chartres.

Tél. : 02 37 21 23 66.

*couveuse-ainee@orange.fr*

## **SOS AGRICOLE : DES EMPLOIS À POURVOIR**

C'est le monde à l'envers et pourtant vous avez bien lu : certains secteurs agricoles manquent cruellement de main-d'œuvre, qualifiée ou non. Le discours en vigueur dans certaines de nos régions est que les saisonniers sont introuvables. Pour répondre à cette contre-vérité, une association de paysans s'est constituée sous le nom de « Sans Pierre », dont la trésorière est Claire Génova, agricultrice depuis 1996 à Mondonville-Saint-Jean dans le département d'Eure-et-Loir. Claire cultive la pomme de terre, qui connaît un renouveau depuis quelques années au point de manquer de bras aux périodes de récolte. Seulement le terme de saisonnier est souvent associé à ceux d'exploitation, de clandestinité et d'illégalité. « Afin d'éviter tous ces écueils, il me semblait évident qu'il n'y avait pas plus simple et plus utile que de recruter la main-d'œuvre saisonnière dans notre département auprès d'une population qui connaît des difficultés,

en particulier dans les banlieues des villes. C'était d'autant plus facile à concevoir que nous avons des chantiers regroupés en Eure-et-Loir, ce qui veut dire qu'il était possible de procéder à un regroupement de l'embauche. Pour preuve, nous sommes 190 producteurs au sein de l'association et, en plein arrachage, nous employons 200 personnes par jour. Tous les agriculteurs ne partageaient pas l'orientation sociale de Sans Pierre, mais comme nous résolvons une grave question économique, ils ont adhéré en très grand nombre. Sans Pierre est une structure assez légère qui emploie à l'année une adjointe administrative 20 heures par semaine. De mon côté, je consacre une moyenne de 1 700 heures annuelles à l'organisation, épaulée par des jeunes qui participent à la logistique. Nous réduisons le coût de fonctionnement administratif et gérons nous-mêmes les paies et l'ensemble de la comptabilité. Cela nous évite le surcoût d'une agence d'intérim et nous assumons le volet social d'accompagnement de nos employés, ce qui modifie le rapport que les salariés peuvent avoir avec le travail et cela améliore la productivité. L'autre pari de l'association est d'assurer le transport de ces personnes, chose rendue possible par le regroupement de l'embauche. Ainsi, nous louons des minibus, recrutons des chauffeurs et organisons des navettes.» C'était simple, comme le dit Claire, mais il manquait encore un degré à ce montage intéressant. Les salariés ne pouvaient pas être abandonnés à leur statut de saisonnier et l'association a choisi de poursuivre son action sociale en proposant cette main-d'œuvre à d'autres périodes de l'année aux agriculteurs. Pour certains salariés, une formation spécifique a été entreprise afin de les porter vers une qualification professionnelle. Enfin, l'association crée actuellement une entreprise

d'insertion de maraîchage biologique pour accompagner d'autres personnes en quête de travail.

Tél. : 02 37 99 51 61.

*genova.clair@orange.fr*

## JEAN-CLAUDE, LE CONTEUR ENCHANTEUR

Comme j'aime à le dire et, ici, à l'écrire, Jean-Claude Botton est encore un gars bien, pour ne pas dire un homme de bien. Né en 1952 dans un café de village de Sologne et donc dans un lieu où les langues se délient à l'unisson, il suit des études d'espagnol qui lui permettront d'enseigner pendant dix ans dans des zones dites sensibles. Il débute dans la pratique du théâtre amateur à partir de 1983 grâce à l'Association de culture populaire de Sologne et découvre le conte quatre ans plus tard. Il passe professionnel en 1998 et vit de son art partout où il peut le porter. Quand je dis partout, cela signifie dans les terres proches du Loir-et-Cher, mais aussi en Afrique, comme dans les hôpitaux ou dans les prisons. « J'ai été formé au théâtre par la culture populaire de Sologne et qui dit culture populaire dit danses traditionnelles, histoires, contes et comptines, et dans cette association, nous avons collecté un bon nombre de paroles et de savoirs. Un jour, sur notre route, nous avons rencontré un petit farfadet qui s'appelle Yannick Jaulin et c'est grâce à lui que j'ai découvert l'étendue, la magie et les possibilités extraordinaires qu'offraient les contes. Ensuite, le chemin que j'ai parcouru était certainement déjà inscrit en moi, car avant d'être enseignant, j'avais travaillé comme éducateur dans un institut médico-pédagogique et mes chemins m'ont toujours emmené par la suite du côté de la marge. Je

défends maintenant une parole de conteur, mais aussi une parole d'humanité. C'est probablement dans les prisons que j'ai mes plus belles émotions et mes plus belles larmes. Je pense à ces femmes de la maison d'arrêt de Limoges avec lesquelles les contes ont fabriqué un vrai bonheur relationnel, humain et sensible. Une fois, dans un hôpital de jour, j'ai croisé le visage d'un malade à la carrure impressionnante et au regard maladivement fixe. Rien n'a transparu sur ce visage immuable pendant une heure et demie, hormis ses grands yeux ouverts, et à la fin je suis allé vers lui et il m'a dit : "Vous faites un très, très beau métier." J'avais la chair de poule. » Les plaisirs de Jean-Claude ne s'arrêtent pas là puisqu'il assure des ateliers de parole auprès de femmes étrangères dans le cadre de cours d'alphabétisation. Certains s'étonneront de l'importance de cette population immigrée le long de la Loire, pourtant Blois possède un quartier très multiculturel qui fait un tiers de la ville et c'est par l'intermédiaire d'un festival, « Paroles plurielles », que les premiers ateliers d'alphabétisation eurent lieu. « Notre objectif était de leur raconter des histoires comme d'habitude, mais aussi d'en recueillir et de leur donner la parole. C'est comme cela que nous avons eu un certain nombre de femmes originaires du Maghreb ou d'Afrique noire que nous avons réussi à réunir sur la scène de Blois un dimanche après-midi. Imaginez les enfants dans la salle qui découvrent leurs mamans sur une scène à conter en langue originale ou en français. Ce fut une grande victoire sur l'anonymat et sur l'identité ».

La petite rue des contes, 41250 Mont-près-Chambord.  
<http://jeanclaudebotton.monsite.orange.fr>

## LES SCÈNES DE LA CHANSON D'EURE-ET-LOIR

Comme l'union fait la force, des opérateurs culturels ont commencé à se regrouper au début des années 1990 de façon informelle et au gré de manifestations culturelles. Le groupe s'est consolidé en réseau dès lors que des services culturels se développaient au sein des collectivités territoriales. Le réseau a pris le nom de Réseau de développement culturel d'Eure-et-Loir dès ses premières réalisations, comme le festival de « Jazz en mars ». Il s'est ensuite consacré plus durablement aux spectacles jeunes publics et a soutenu les compagnies d'artistes de ce secteur. Enfin, après la rédaction d'un livre blanc de la politique culturelle du département, le même réseau a étendu son engagement en s'unissant à d'autres partenaires. Ainsi est né « Scènes à suivre », soit la réunion de sept salles de spectacle afin de promouvoir la nouvelle chanson française et francophone. En 2008, trente formations ou artistes ont donné trente-quatre concerts. Certains sont euréliens comme Urbain Lambert, d'autres de la région Centre, tels Piero ou Fred, d'autres encore viennent de Belgique ou du Québec, comme Chloé Sainte-Marie. Le terme récurrent dans ce montage d'opérations est la mutualisation des moyens en mettant dans la même corbeille des outils de travail divers et complémentaires. L'illustration en est donnée par la composition du bureau de ce réseau qui réunit des responsables de services culturels municipaux (de Mainvilliers, Nogent-le-Rotrou, Luce ou Dreux) et des directeurs d'espaces culturels (le théâtre de Chartres, l'espace Soutine de Lèves ou l'Atelier à spectacle de Vernouillet). Non négligeable est l'opération « Place aux Mômes » que le réseau a lancée avec des établissements scolaires du département. Le souhait est de familiariser les enfants

des écoles primaires avec le monde du spectacle vivant. Des visites de coulisses de théâtre et des rencontres avec des techniciens et des artistes sont organisées après que les enseignants ont été eux-mêmes préparés à cette initiation. Des valises pédagogiques leur sont remises à cet effet. À une époque où l'initiation artistique à l'école est vivement débattue, on ne peut que se féliciter de ce type d'action.

*www.rdcel.fr*

### **DRÔLE DE TROGNES DANS LE PERCHE VENDÔMOIS**

La belle forêt de ce pays du Loir-et-Cher a une longue histoire et surtout une tradition respectée et respectable de coupe de trognes. Vous avez dû apercevoir ces trognes le long d'une départementale ou au carrefour de chemins de campagne sous la forme d'arbres amputés de leurs branches à mi-hauteur, sortes d'énormes épouvantails végétaux au tronc épais. Nous rencontrons Dominique Mansion, président et fondateur de la maison botanique de Boursay qui se double d'un Centre européen des trognes. Dominique est un acteur polyvalent, artiste plasticien, illustrateur, chargé de mission au conservatoire des sites du Loir-et-Cher et, par la force des choses, paysagiste : « En effet, je le suis aussi en plusieurs circonstances et ma plus belle occasion a été de réaliser un jardin des trognes au Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire, qui a été une grande aventure et qui se poursuit aujourd'hui avec la maison botanique, le chemin des trognes et le centre européen. Les trognes sont une invention géniale des

paysans qui débute au Moyen Âge lorsqu'une vague de défrichage est lancée afin d'étendre les cultures et les superficies destinées à l'élevage. Or le bois étant la seule énergie disponible à cette époque, on a inventé une forêt aérienne, d'où les trognes. Par forêt aérienne, il faut entendre ces bois qui repoussent suite à une première coupe sur l'arbre. Ces branches sont hors de portée des animaux qui broutent sur la parcelle attenante. Jadis ces branches, ou trognes, faisaient un fagot qui était en quelque sorte le carburant de l'époque, puisqu'on en taillait des dizaines de millions. Ils alimentaient ensuite tous les fours et ils représentaient une source d'énergie colossale. Quelques agriculteurs taillent encore leurs trognes aujourd'hui, mais ils demeurent bien rares. L'autre invention paysanne est ce que l'on appelle le plessage, qui consiste à faire des clôtures vivantes avec les végétaux qui poussent dans la haie champêtre. Vous pliez, en les entaillant à leur base, les brins de charme, de chêne, de noisetier ou de cornouiller et vous obtenez une clôture que vous pouvez maintenir en haie basse ou que vous laissez pousser en hauteur. »

Dominique est un enfant du pays né à dix kilomètres du Centre européen des trognes, ce qui en fait un témoin privilégié de l'évolution des paysages ruraux et agricoles. « Le changement a été radical. Il y a eu d'abord les premiers arasements individuels avant les remembrements, et cela était nécessaire car les parcelles de culture étaient vraiment très réduites. Des arbres fruitiers ont été retirés en premier, en particulier les pommiers, qui s'arrachent plus facilement. Ensuite, il y a eu des opérations encouragées par l'État avec les remembrements puis le passage du TGV. Donc, tout a contribué à ce que les agriculteurs retirent les haies avec, à la clé, des primes et une pra-

tique coutumière du drainage de façon à imposer les céréales partout. Maintenant, tout ce qui reste sous la forme de bocage est menacé et l'éradication des arbres et des haies est toujours favorisée actuellement. Une politique en faveur de l'arbre et du remaillage des haies fait cruellement défaut alors que ceux-ci sont tout à fait compatibles avec une agriculture moderne. Il s'agit de respecter les sols et de recomposer un paysage accueillant, sinon personne ne voudra découvrir notre espace de vie.» C'est dans ce contexte que Dominique a décidé de multiplier les événements, sorties découverte, expositions, conférences, stages nature et une fête de la haie, «Faites de la haie», au mois de février, afin que chacun, particulier, paysagiste, employé de commune ou agriculteur, prenne connaissance des techniques de plessage ou de coupe de trognes et les applique ensuite seul à son domaine ou à son jardin.

*www.maisonbotanique.com*

## LE THÉÂTRE MOBILE DE LA COMPAGNIE DU HASARD

Remarquable voire renversant, le travail effectué par la Compagnie du hasard. Cette troupe professionnelle née à Blois en 1977 sous l'impulsion de l'écrivain et metteur en scène Nicolas Peskine, aujourd'hui disparu, a su percer les pays et la région par un théâtre de haute volée en décroissant le genre et en présentant les créations sous un nouveau jour. Désormais installée dans une ferme à Feings à 20 kilomètres au sud de Blois après avoir été remerciée par cette ville, la compagnie transforme le bâtiment